



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/473
19 juin 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ARABE

LETTRE DATÉE DU 18 JUIN 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'IRAQ AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une lettre datée du 18 juin 1997, qui vous est adressée par M. Mohammed Saïd Al-Sahaf, Ministre des affaires étrangères de la République d'Iraq, concernant les agissements de l'équipe d'inspection commune de la Commission spéciale et de l'Agence internationale de l'énergie atomique, qui a procédé, le 18 juin 1997, sur ordre erroné de M. Rolf Ekéus, Président exécutif de la Commission spéciale, à l'inspection de monastères et d'églises à Bagdad, ce qui constitue une offense aux lieux de culte chrétiens et irakiens.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Nizar HAMDOON

ANNEXE

Lettre datée du 18 juin 1997, adressée au Président du Conseil de
sécurité par le Ministre des affaires étrangères de l'Iraq

J'ai l'honneur de vous informer du comportement adopté par des membres de la Commission spéciale et de son président, M. Rolf Ekéus, le 18 juin 1997.

1. Le 17 juin 1997, à 16 h 25, l'Inspecteur principal du Groupe de surveillance des exportations et importations (EG-6) du Centre de suivi et de vérification permanents de Bagdad (BMVC) a informé la partie iraquienne qu'une visite surprise serait organisée le 18 juin 1997, à 9 heures, et que le regroupement aurait lieu à l'hôtel Canal. Par ailleurs, le 17 juin, l'Inspecteur principal du Groupe de l'armement nucléaire a informé les accompagnateurs, après avoir terminé ses travaux, qu'une visite surprise sera également organisée à la même heure.

2. Le 18 juin, à 9 heures, la partie iraquienne qui attendait les deux équipes d'inspection à l'entrée de l'hôtel Canal a été surprise de voir arriver cinq véhicules au lieu de deux. Il s'est avéré par la suite que plusieurs membres des groupes de contrôle du Centre de Bagdad accompagnaient le Groupe de l'armement nucléaire et le Groupe de surveillance des importations et exportations, et ce, sans que la partie iraquienne en ait été informée.

3. À 9 h 30, les groupes de contrôle sont arrivés dans le district de Za'faraniya qui abrite les installations ci-après :

- a. Central téléphonique;
- b. Cinéma et théâtre;
- c. Monastère de Mar Yousif, qui abrite également l'église de Mar Pole;
- d. Monastère de Saydat Al-Sanabul;
- e. Dortoir pour les étudiants de l'Institut de technologie;
- f. Magasin et laboratoire de cinéma qui relèvent du Département du cinéma et du théâtre du Ministère de la culture et de l'information.

L'Inspecteur principal, le Canadien Georges Hill, de l'AIEA, a remis au représentant de la Direction nationale du contrôle un ordre d'inspection (voir copie ci-jointe) daté du 28 janvier 1997 et signé par le Président exécutif de la Commission spéciale, M. Rolf Ekéus.

4. À 9 h 50, l'équipe d'inspection s'est divisée en trois groupes pour inspecter le central téléphonique, le dortoir, les salles de cinéma et de théâtre et le laboratoire du Ministère de l'information, à l'aide d'un appareil de radiodétection et d'un appareil spécial pour la détection des substances chimiques.

/...

5. À 10 h 30, l'équipe d'inspection de la Commission spéciale est entrée dans le monastère de Mar Yousif, dont elle a inspecté les jardins et le sol à l'aide de l'appareil de radiodétection. Elle a ensuite inspecté les dépendances du monastère, se renseignant sur la configuration des chambres, le nombre d'employés et la date de sa construction. Les membres de l'équipe ont ensuite demandé à voir le prêtre et la soeur, sous prétexte de faire leur connaissance. À la fin de l'inspection, ils leur ont demandé s'ils avaient des problèmes, mais leur réponse fut négative. Il y a lieu de noter que des étudiants des deux sexes suivaient un cours d'éducation religieuse dans l'église qui dépend du monastère.

6. À 11 heures, l'Inspecteur principal Georges Hill est entré dans le monastère de Saydat Al-Sanabul, muni de l'appareil de radiodétection, et s'est entretenu avec la soeur qui s'y trouvait à ce moment-là, laquelle lui a dit qu'elle n'était pas la responsable du monastère. Le représentant de la partie iraquienne a fait remarquer à l'Inspecteur principal que ce comportement constituait une offense aux lieux de culte, mais ce dernier a insisté pour procéder à une inspection immédiate, puis est entré dans le monastère, dont il a fouillé les bâtiments et les jardins à l'aide de l'appareil de radiodétection.

Monsieur le Président,

Nous avons été choqués par la déclaration du Président de la Commission spéciale, M. Rolf Ekéus, dans laquelle il a dit ne rien savoir de l'acte révoltant que l'équipe d'inspection a commis sur des lieux de culte à Bagdad.

L'équipe d'inspection susmentionnée a commis cet acte sur ordre écrit du Président de la Commission spéciale. Nous ne serions pas moins choqués s'il apparaissait que M. Ekéus n'était pas au courant des agissements de l'équipe d'inspection car cela voudrait dire que celle-ci, délibérément, suit les instructions fournies par des instances autres que la Commission spéciale. Cette affaire confirme les faits que le Vice-Premier Ministre de la République d'Iraq, M. Tarek Aziz, a établis dans la lettre qu'il vous a adressée le 15 juin 1997.

À la fin de sa lettre, M. Tarek Aziz a réaffirmé que l'Iraq avait le droit d'assurer sa sécurité nationale, conformément à la Charte des Nations Unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Il a formé des vœux pour que le Conseil de sécurité, qui a toujours souligné la nécessité de respecter la souveraineté et l'intégrité territoriale de l'Iraq, confirme cette assertion en adoptant une attitude conciliant les droits de la Commission spéciale et les droits légitimes de l'Iraq et donne pour instructions à la Commission spéciale d'agir dans les limites de son mandat et d'exécuter sa tâche de manière professionnelle et technique, sans prolonger les opérations. La Commission présenterait alors au Conseil de sécurité son rapport final, dans lequel elle déclarerait fermement que l'Iraq s'est acquitté de toutes les obligations qui lui incombaient en vertu de la section C de la résolution 687 (1991).

Le 18 juin 1997, l'équipe d'inspection a inventé des prétextes et fabriqué des allégations concernant la présence de matières nucléaires et d'autres substances dans un central téléphonique, une salle de cinéma, un théâtre, un dortoir, un entrepôt et un laboratoire cinématographique pour fouiller ces

/...

endroits et profaner des lieux où les chrétiens irakiens pratiquent leur religion (monastère Saint-Joseph, église Saint-Paul et monastère Saydat Al-Sanabul). C'est pourquoi nous vous prions, vous et tous les membres du Conseil de sécurité épris de justice, de traiter l'Iraq avec équité en mettant fin au comportement peu éthique et peu professionnel de la Commission spéciale et en demandant à celle-ci de présenter au Conseil de sécurité son rapport final, dans lequel elle déclarerait fermement que l'Iraq s'est acquitté de toutes les obligations qui lui incombent en vertu de la section C de la résolution 687 (1991), ce qui permettrait au Conseil d'envisager l'application sans retard du paragraphe 22 de la résolution 687 (1991).

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Ministre des affaires étrangères
de la République d'Iraq

(Signé) Mohammed Said AL-SAHAF

Fait à Bagdad, le 18 juin 1997